

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
N° 4**

**DÉPARTEMENT / S.D.I.S.  
2017-2019**





## **Convention pluriannuelle 2017-2019**

**entre**

### **le Département de Saône-et-Loire et le Service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire**

#### **Entre**

Le Département de Saône-et-Loire, représenté par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2016,

Ci-après désigné le « Département »

**et**

Le Service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire (SDIS), représenté par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du 8 décembre 2016,

Ci-après désigné le « SDIS 71 »

#### **PREAMBULE**

Placé sous la double autorité du Maire et du Préfet pour les aspects opérationnels et du Président du Conseil d'administration pour la gestion administrative, le SDIS, de par ses actions de secours d'urgence et de prévention, est le principal acteur de la politique publique de sécurité civile.

Le Département dans ses missions d'aménagement du territoire s'est fixé comme priorité de mettre en œuvre un aménagement équilibré et concerté de son territoire par la recherche d'une qualité de vie et d'une offre cohérente de service public de proximité, notamment en matière de sécurité civile.

Cette vision conjointe se matérialise à travers deux documents stratégiques et prospectifs pour le SDIS 71 :

- Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.) arrêté par la Préfet après avis du Conseil d'administration du SDIS et du Conseil départemental, qui définit les conditions de couverture opérationnelle des risques auxquels le SDIS doit faire face ;
- La convention pluriannuelle, signée par le Président du Conseil départemental et le Président du Conseil d'administration du SDIS, qui définit les conditions de partenariat et l'engagement du Département auprès du SDIS dont il est le principal financeur. En effet, la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile prévoit dans son article 59 que : « Les relations entre le Département et le Service d'Incendie et de Secours et, notamment, la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle. »

Les deux partenaires se sont saisis de cette obligation légale pour que cette convention devienne un véritable outil de politique publique et de gestion de partenariat. Trois conventions ont été signées sur la période 2006-2016.

Depuis quelques années, le Département est soumis à des tensions financières. Dans un contexte de forte contraction de ses ressources et d'une augmentation des dépenses sociales, il doit faire des économies de fonctionnement sur les années à venir afin de préserver sa marge brute et sa capacité d'action sur le territoire.

Le SDIS 71, quant à lui, évolue dans un environnement complexe marqué par :

- des attentes sociales diverses et en perpétuelle évolution qui se traduisent par une augmentation des interventions, notamment pour le secours à personne ;
- la multiplication de procédures, de normes, et la publication de nouveaux textes qui complexifient la gestion du service ;
- un contexte budgétaire contraint.

Ce contexte amène le SDIS 71 à prendre un certain nombre de mesures pour faire des économies sans dégrader la qualité du service et assurer sa pérennité. Il décide, dans le cadre de la révision du S.D.A.C.R., d'orienter sa politique sur les axes suivants :

- concilier les missions de secours avec les attentes de la population ;
- préserver la ressource départementale tout en optimisant les ressources et les moyens ;
- définir une nouvelle stratégie financière tendant à contenir la participation du Département tout en garantissant les moyens financiers pour les 3 ans à venir ;
- redessiner le maillage territorial ;
- revisiter les coopérations et les pratiques opérationnelles ;
- développer les coopérations fonctionnelles ;
- préserver la qualité de vie au travail.

Fort de ce constat, le Département et le SDIS 71 conviennent de renouveler leurs engagements contractuels pour une période de trois ans, et d'instaurer un réel partenariat capable de s'adapter à cette mutation.

#### **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques du Département et du SDIS 71 sur 2017-2019 dans leurs relations financières et les modalités de leur partenariat global. Elle permet :

- de donner au SDIS les moyens de répondre aux objectifs opérationnels du S.D.A.C.R. ;
- de donner au Département une visibilité du financement nécessaire sur cette période, compte tenu des impacts sur son propre budget, et dans un objectif d'optimisation du montant de sa contribution ;
- au SDIS de poursuivre une politique de solidarité territoriale garantissant, en tous points du département, une équité et une efficacité de couverture des risques ;
- au Département et au SDIS d'œuvrer ensemble pour une optimisation et une synergie des moyens.

## **ARTICLE 2 – Engagements des parties**

### **2-1- Les actions du SDIS dans le cadre d'une gestion financière maîtrisée**

#### **2-1-1- Transparence**

Le SDIS s'engage à développer et à poursuivre les mesures déjà prises en matière d'engagement comptable, de gestion de la dette, de marchés publics, d'outils de pilotage et de communication financière garantissant la transparence et la maîtrise de sa gestion.

#### **2-1-2- Maîtrise des charges de fonctionnement**

Le SDIS s'engage à contenir la contribution départementale, au titre de la continuité de service, à hauteur de celle de 2016, pour les exercices 2017 et 2018, soit 14,7 M€. Cette même contribution passerait à 15 M€ en 2019.

Il étudie toutes les pistes d'optimisation dans chacun de ses métiers, tant en terme de changements de pratiques, de fonctionnement, que d'adaptation des moyens alloués. Différents leviers peuvent être activés pour permettre cette stabilité :

- ramener les charges à caractère général à l'horizon 2019 à 5,1 M€ (5,69 M€ au BP 2016) : économie sur les fluides, mise en place d'outils de pilotage, redimensionnement des besoins et des équipements, développer la mise en concurrence, la reprise en interne de certaines prestations, etc. ;
- contenir la hausse de la masse salariale à 1.5 % par an et en moyenne, sur la période 2017-2019, en tenant compte des mesures exogènes connues à ce jour (hausse du point d'indice, parcours professionnel carrière et rémunération (P.P.C.R.), etc.). Ce taux peut faire l'objet d'ajustement(s) pour tenir compte d'éléments majeurs conjoncturels ayant un impact financier fort. La masse salariale du SDIS 71 représente le principal poste de dépenses avec 79 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement. Son évolution maîtrisée est une nécessité pour garantir au Département de ne pas subir une hausse excessive de sa contribution tout en assurant au SDIS le maintien de la capacité opérationnelle et fonctionnelle en personnel ;
- maîtriser les charges financières : renégociation d'emprunt, stratégie – partagée avec le Département – de subventionnement en investissement pour réduire la charge financière, optimisation des besoins en trésorerie et de fonds de roulement, etc. ;
- stabiliser les amortissements mobiliers au niveau du BP 2016, soit 3,3 M€.

### **2-2- Le développement d'infrastructures et d'équipement dans le cadre d'une distribution optimale des secours sur le Département de Saône-et-Loire**

Les dépenses d'investissement du SDIS 71 font l'objet d'une programmation pluriannuelle réactualisée tous les ans.

Les programmes stratégiques actifs sur la période 2017-2019 sont les suivants :

- plan immobilier structurant N°2 ;
- acquisitions de véhicules N°3 ;
- habillements ;
- Schéma directeur des systèmes d'informations (S.D.S.I.).

À noter qu'un plan immobilier structurant N°3 est en cours de réflexion. Cependant, celui-ci n'est abouti à la date de signature de cette convention. Dès son approbation, ce dossier stratégique fera l'objet d'une prise en compte financière, dans la présente convention par voie d'avenant.

Le SDIS s'engage à informer le Département, au moment des orientations budgétaires, des équipements nouveaux qu'il envisage de réaliser au cours des prochaines années. Il s'engage également dans une politique d'amortissement raisonnée et une politique d'emprunt maîtrisée.

### 2-3 Les modalités de financement par le Conseil départemental de Saône-et-Loire

Afin de permettre au SDIS 71 de mettre en œuvre les objectifs du S.D.A.C.R., le Département lui apporte son soutien financier par le versement de trois participations distinctes, selon le contexte et le périmètre du S.D.I.S. 71 connus à ce jour :

- une contribution annuelle de « continuité de service » en section de fonctionnement, destinée à couvrir en partie les charges récurrentes du SDIS, élargie d'autre part au renouvellement des matériels roulants, des équipements mobiliers, des moyens de transmissions, des matériels informatiques et des tenues d'intervention ;
- une subvention en annuité, en section d'investissement, par laquelle le Département supporte in fine les échéances d'emprunts affectés à des programmes structurants ;
- une subvention annuelle d'équipement, en section d'investissement et selon les capacités du Département, permettant de concourir directement aux besoins de financement du SDIS 71 pour des acquisitions significatives.

La projection de ces contributions pour la période 2017-2019 figure en annexe 1. Leur montant est fixé chaque année par délibération du Conseil départemental.

### 2-4 Le développement d'espaces de coopérations

Le Conseil départemental et le SDIS 71 œuvrent ensemble pour une optimisation et une synergie des moyens. Ils examinent toute démarche permettant de rendre plus efficace et plus efficient le service public de sécurité civile, ceci dans le respect de l'autonomie de gestion des deux institutions.

Cette coopération pourrait, notamment, concerner les domaines suivants :

- ressources humaines : actions de formation et de sensibilisation, santé au travail et qualité de vie au travail, médecine d'aptitude, etc. ;
- commande publique (groupement d'achat) ;
- ressources documentaires ;
- vérification des matériels (contrat d'entretien des extincteurs, des chaudières, etc.) ;
- conseils en matière de sécurité des bâtiments ;
- conseils en matière d'archivage ;
- informatique : partage de données techniques sur le territoire (SIG), équipement des véhicules de la direction des routes et des infrastructures à ANTARES, etc. ;
- etc.

Ces thématiques peuvent faire l'objet de conventions particulières.

## **ARTICLE 3 – Mise en œuvre et évaluation de la convention**

### **3-1- Information financière**

Le Département et le SDIS s'engagent à s'adresser, comme ils le font depuis plusieurs années, toutes informations nécessaires à la mise en œuvre de ladite convention.

Le SDIS transmet au Département :

- tous les documents préparatoires aux Conseil d'administration ;
- le rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles ;
- les documents budgétaires et leurs annexes ;
- le compte de gestion établis par le Payeur départemental ;
- le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice passé et l'affectation du résultat ;
- les tableaux de bord de pilotage des missions et des moyens qui serviront de support de dialogue de gestion entre les deux partenaires.

### **3-2- Modalité de versement de la contribution**

La contribution de continuité de service fait l'objet d'un versement par douzième. Dans le cadre des échanges réguliers entre le Département et le SDIS 71, le versement de la contribution du Département peut être modulé au regard des besoins financiers du SDIS 71. Toutefois, ces modulations ne sauraient ni priver le SDIS 71 des bénéfices de sa bonne gestion, ni à l'inverse faire subir au Département une dégradation de la gestion du SDIS 71.

La subvention en annuité est versée en fin d'exercice.

La subvention annuelle d'équipement donne lieu, le cas échéant, à un versement distinct. En cas d'incapacité pour le Département de verser cette subvention directe, ce dernier s'engage à en informer le SDIS 71 dès le mois d'octobre afin que celui-ci puisse modifier ses inscriptions budgétaires et recourir à l'emprunt.

### **3-3- Évaluation de la convention**

La présente convention fera l'objet d'une évaluation et d'une mise à jour aussi fréquente que nécessaire.

Des échanges réguliers seront organisés :

- entre les services des deux administrations pour aborder les aspects financiers et techniques ;
- au sein du Comité spécial d'orientation stratégique (CSOS) associant le ou les représentants de l'Etat afin de prendre en compte les problématiques des uns et des autres et de dégager les axes politiques du SDIS sur le court et moyen terme.

La modification des montants annuels prévus à l'article 2.3 est établie à partir de ces échanges et des informations financières transmises. Elle est proposée en termes concordants au vote du Conseil départemental et du Conseil d'administration du SDIS à l'occasion de leurs décisions budgétaires, sans donner lieu à la conclusion d'un avenant.

#### **ARTICLE 4 – Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties en cas de non-respect par l'autre de ses obligations ou pour tout autre motif d'intérêt général.

La résiliation prend effet à compter du jour de la réception de la notification de cette décision.

#### **ARTICLE 5 – Élection de domicile – Attribution de juridiction**

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile au Département.

Toute contestation ou litige pouvant survenir est soumis à la juridiction compétente selon les règles applicables en la matière.

#### **ARTICLE 6 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle est conclue pour une durée de 3 ans. Ce délai pourra être prorogé à titre exceptionnel et pour des raisons particulièrement motivées.

Les parties s'engagent à se rapprocher au moins six mois avant l'expiration de la présente convention, pour évoquer les conditions de son renouvellement.

Fait à Mâcon, le 27 JAN. 2017

Pour le Département de Saône-et-Loire,

Pour le Service départemental  
d'incendie et de secours de Saône-et-  
Loire,

Le Président

Le Président

André ACCARY

Dr Bertrand ROUFFIANGE

## Tableaux de bord et projections budgétaires

- Section de FONCTIONNEMENT :
  - Évolution des dépenses
  - Évolution des recettes
  
- Section d'INVESTISSEMENT :
  - Évolution des dépenses
  - Évolution des recettes
  
- Projections de l'évolution de la contribution du Département :
  - En section de fonctionnement (continuité du Service et à périmètre égal)
  - En section d'investissement :
    - \* Subvention en annuité pour le remboursement de la dette liée aux équipements structurants
    - \* Subvention d'équipement directe IMMO
    - \* Subvention directe pour les autres dépenses d'équipement
  - Contribution globale



**Budget du S.D.I.S. 71 - Section de FONCTIONNEMENT :**  
**Évolution des dépenses**

| <b>FONCTIONNEMENT<br/>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>                      | <b>Prévisions 2017</b> | <b>Prévisions 2018</b> | <b>Prévisions 2019</b> |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>OPERATIONS REELLES ET MIXTES</b>                                   |                        |                        |                        |
| <b>011 Charges à caractère général - TOTAL</b>                        | <b>5 300 000,00</b>    | <b>5 130 000,00</b>    | <b>5 100 000,00</b>    |
| <u>012 Charges de personnel et frais assimilés - TOTAL</u>            | <u>27 439 000,00</u>   | <u>27 766 000,00</u>   | <u>28 091 000,00</u>   |
| <b>65 Autres charges de gestion courante - TOTAL</b>                  | <b>310 000,00</b>      | <b>310 000,00</b>      | <b>310 000,00</b>      |
| <b>Total dépenses de gestion des services</b>                         | <b>33 049 000,00</b>   | <b>33 206 000,00</b>   | <b>33 501 000,00</b>   |
| <u>66 Charges financières - TOTAL</u>                                 | <u>478 000,00</u>      | <u>430 600,00</u>      | <u>426 000,00</u>      |
| <b>67 Charges exceptionnelles</b>                                     | <b>20 000,00</b>       | <b>20 000,00</b>       | <b>20 000,00</b>       |
| <b>68 Dotations aux provisions</b>                                    | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            |
| <b>022 Dépenses imprévues - TOTAL</b>                                 | <b>1 109 000,00</b>    | <b>240 400,00</b>      | <b>470 000,00</b>      |
| 022 Dépenses imprévues Continuité du Service                          | 109 000,00             | 120 400,00             | 170 000,00             |
| 022 Dépenses imprévues Contenir évolution contribution<br>Département | 1 000 000,00           | 120 000,00             | 300 000,00             |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>                               | <b>34 656 000,00</b>   | <b>33 897 000,00</b>   | <b>34 417 000,00</b>   |
| <b>OPERATIONS D'ORDRE</b>   |                        |                        |                        |
| <b>042 Opérations ordre entre sections</b>                            | <b>4 621 000,00</b>    | <b>4 473 000,00</b>    | <b>4 255 000,00</b>    |
| <b>023 Virement complémentaire à l'inv.</b>                           | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>   | <b>4 621 000,00</b>    | <b>4 473 000,00</b>    | <b>4 255 000,00</b>    |
| <b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE (sauf cessions actif)</b>             | <b>39 277 000,00</b>   | <b>38 370 000,00</b>   | <b>38 672 000,00</b>   |

**Budget du S.D.I.S. 71 - Section de FONCTIONNEMENT :**  
**Évolution des recettes**

| <b>FONCTIONNEMENT<br/>RECETTES DE L'EXERCICE</b>                | <b>Prévisions 2017</b> | <b>Prévisions 2018</b> | <b>Prévisions 2019</b> |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>OPERATIONS REELLES ET MIXTES</b>                             |                        |                        |                        |
| <b>70 Produits des services, du domaine, et ventes diverses</b> | <b>460 000,00</b>      | <b>461 000,00</b>      | <b>462 000,00</b>      |
| <b>74 Participations</b>  | <b>35 466 900,00</b>   | <b>35 494 800,00</b>   | <b>35 825 300,00</b>   |
| 74 Contributions Communes & E.P.C.I.                            | 20 120 100,00          | 20 160 000,00          | 20 200 000,00          |
| 74 Contribution du Département - Continuité du Service          | 14 700 000,00          | 14 700 000,00          | 15 000 000,00          |
| 74 Contribution du Département - Intérêts Equipts structurants  | 411 800,00             | 399 800,00             | 390 300,00             |
| 74 Participations diverses                                      | 235 000,00             | 235 000,00             | 235 000,00             |
| <b>75 Autres produits de gestion courante</b>                   | <b>3 630,00</b>        | <b>4 000,00</b>        | <b>2 800,00</b>        |
| <b>013 Atténuation de charges</b>                               | <b>144 000,00</b>      | <b>146 000,00</b>      | <b>140 000,00</b>      |
| <b>Total recettes de gestion des services</b>                   | <b>36 074 530,00</b>   | <b>36 105 800,00</b>   | <b>36 430 100,00</b>   |
| <b>76 Produits financiers</b>                                   |                        |                        |                        |
| <b>77 Produits exceptionnels</b>                                | <b>120 000,00</b>      | <b>120 000,00</b>      | <b>120 000,00</b>      |
| <b>78 Reprises sur provisions</b>                               | <b>130 000,00</b>      | <b>130 000,00</b>      | <b>130 000,00</b>      |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>                         | <b>36 324 530,00</b>   | <b>36 355 800,00</b>   | <b>36 680 100,00</b>   |
| <b>OPERATIONS D'ORDRE</b>                                       |                        |                        |                        |
| <b>042 Opérations ordre entre sections</b>                      | <b>1 662 470,00</b>    | <b>1 714 200,00</b>    | <b>1 691 900,00</b>    |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>                                   | <b>1 662 470,00</b>    | <b>1 714 200,00</b>    | <b>1 691 900,00</b>    |
| <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>                             | <b>37 987 000,00</b>   | <b>38 070 000,00</b>   | <b>38 372 000,00</b>   |
| <b>RESULTAT REPORTE N-1</b>                                     | <b>2016</b>            | <b>2017</b>            | <b>2018</b>            |
| <b>002 Résultat de fonctionnement reporté</b>                   | <b>1 290 000,00</b>    | <b>300 000,00</b>      | <b>300 000,00</b>      |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                     | <b>39 277 000,00</b>   | <b>38 370 000,00</b>   | <b>38 672 000,00</b>   |
| <i>Pour mémoire, Dépenses de fonctionnement</i>                 | <i>39 277 000,00</i>   | <i>38 370 000,00</i>   | <i>38 672 000,00</i>   |
| <i>Equilibre</i>  | <i>0</i>               | <i>0</i>               | <i>0</i>               |

**Budget du S.D.I.S. 71 - Section d'INVESTISSEMENT :**  
**Évolution des dépenses**

| <b>INVESTISSEMENT<br/>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>              | <b>Prévisions 2017</b>      | <b>Prévisions 2018</b> | <b>Prévisions 2019</b> |
|---|-----------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>Dépenses d'équipement (c/20,21,23) de l'ANNEE N</b>        | <b>4 921 000,00</b>         | <b>3 566 000,00</b>    | <b>3 644 000,00</b>    |
| Dossier stratégique & <b>STRUCTURANT</b> - IMMOBILIER 2       | 1 070 000,00                |                        |                        |
| Dossier stratégique & <b>STRUCTURANT</b> - IMMOBILIER 3       |                             | En cours de réflexion  | En cours de réflexion  |
| Dossier stratégique - VEHICULES 2                             | <i>Paiement des reports</i> |                        |                        |
| Dossier stratégique - VEHICULES 3                             | 1 850 000,00                | 1 850 000,00           | 1 850 000,00           |
| Dossier stratégique - HABILLEMENT A.P. initiale               | <i>Paiement des reports</i> |                        |                        |
| Dossier stratégique - HABILLEMENT Continuité                  | 400 000,00                  | 400 000,00             | 450 000,00             |
| Dossier stratégique - S.D.S.I.                                | 261 000,00                  | 126 000,00             | 154 000,00             |
| Continuité du service - P.M.I & E.P.I, Santé & équipes spé.   | 340 000,00                  | 290 000,00             | 290 000,00             |
| Continuité du service - Autres équipements                    | 1 000 000,00                | 900 000,00             | 900 000,00             |
| <i>Autres: REPORTS EQUIPEMENT N-1</i>                         |                             |                        |                        |
| <b>204 Subventions d'équipements versées</b>                  | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            |
| <b>Dépenses financières (c/10,13,16,26,27) de l'ANNEE N</b>   | <b>1 293 530,00</b>         | <b>1 235 800,00</b>    | <b>769 100,00</b>      |
| <b>16 Total Capital dette à rembourser hors refinancement</b> | <b>877 000,00</b>           | <b>814 400,00</b>      | <b>709 000,00</b>      |
| 1641 Dette propre   | 358 800,00                  | 281 200,00             | 134 300,00             |
| 1641 Dette équipements structurants                           | 518 200,00                  | 533 200,00             | 574 700,00             |
| 165 Remboursement de Cautionnements                           | 5 000,00                    | 5 000,00               | 5 000,00               |
| 275 Remboursement de Cautionnements                           | 5 000,00                    | 5 000,00               | 5 000,00               |
| 103 Remboursement Avance F.C.T.V.A. P.T.Z.                    | 365 000,00                  | 365 000,00             |                        |
| <b>1641 Optimisation de la dette - Remboursement anticipé</b> |                             |                        |                        |
| <b>020 Dépenses imprévues</b>                                 | <b>41 530,00</b>            | <b>46 400,00</b>       | <b>50 100,00</b>       |
| <i>Autres: REPORTS FINANCIERS N-1</i>                         |                             |                        |                        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>                             | <b>6 214 530,00</b>         | <b>4 801 800,00</b>    | <b>4 413 100,00</b>    |
| <b>OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION</b>         |                             |                        |                        |
| <b>041 - Opérations patrimoniales</b>                         |                             |                        |                        |
| <b>OPERATION D'ORDRE DE SECTION A SECTION</b>                 |                             |                        |                        |
| <b>040 Opérations ordre entre sections</b>                    | <b>1 662 470,00</b>         | <b>1 714 200,00</b>    | <b>1 691 900,00</b>    |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE SECTION A SECTION</b>            | <b>1 662 470,00</b>         | <b>1 714 200,00</b>    | <b>1 691 900,00</b>    |
| <b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>                           | <b>7 877 000,00</b>         | <b>6 516 000,00</b>    | <b>6 105 000,00</b>    |
| <b>001 Solde d'exécution investissement reporté</b>           | <b>0</b>                    | <b>0</b>               | <b>0</b>               |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT (sauf cessions actif)</b>  | <b>7 877 000,00</b>         | <b>6 516 000,00</b>    | <b>6 105 000,00</b>    |

**Budget du S.D.I.S. 71 - Section d'INVESTISSEMENT :**  
**Évolution des recettes**

| <b>INVESTISSEMENT<br/>RECETTES DE L'EXERCICE</b>                                   | <b>Prévisions 2017</b> | <b>Prévisions 2018</b> | <b>Prévisions 2019</b> |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>Recettes d'équipement</b>   | <b>500 000,00</b>      | <b>360 000,00</b>      | <b>510 000,00</b>      |
| 1313 Subvention d'équipement transf. IMMO - Département                            | 0,00                   |                        |                        |
| 1313 Subvention d'équipement transf. AUTRES - Département                          | 500 000,00             | 360 000,00             | 510 000,00             |
| 1641 Emprunts Continuité du service  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                   |
| 1641 Emprunts <b>pour équipements structurants</b>                                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                   |
| <i>Autres: REPORTS EQUIPEMENT N-1</i>  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                   |
| <b>Recettes financières</b>  | <b>2 215 000,00</b>    | <b>1 683 000,00</b>    | <b>1 340 000,00</b>    |
| 10222 F.C.T.V.A. Continuité du service   | 695 000,00             | 1 106 000,00           | 722 000,00             |
| 1383 Subvention d'équipement Département- Capital Equipements structurants         | 518 200,00             | 533 200,00             | 574 700,00             |
| <b>1641 Optimisation de la dette - Refinancement suite R.A. IMMO 1 Département</b> | <b>510 000,00</b>      |                        |                        |
| <b>1641 Optimisation de la dette - Refinancement suite R.A. IMMO 1 S.D.I.S. 71</b> | <b>450 000,00</b>      |                        |                        |
| 165 Remboursement de Cautionnements  | 5 000,00               | 5 000,00               | 5 000,00               |
| 275 Remboursement de Cautionnements  | 5 000,00               | 5 000,00               | 5 000,00               |
| <i>Autres: REPORTS FINANCIERS N-1 dont Emprunt revolving</i>                       |                        |                        |                        |
| <b>024 Produits de cessions des immobilisations</b>                                | <b>31 800,00</b>       | <b>33 800,00</b>       | <b>33 300,00</b>       |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>  | <b>2 715 000,00</b>    | <b>2 043 000,00</b>    | <b>1 850 000,00</b>    |
| <b>OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION</b>                              |                        |                        |                        |
| <i>041 - Opérations patrimoniales</i>  |                        |                        |                        |
| <b>OPERATION D'ORDRE DE SECTION A SECTION</b>                                      |                        |                        |                        |
| <i>040 Opérations ordre entre sections</i>   | <b>4 621 000,00</b>    | <b>4 473 000,00</b>    | <b>4 255 000,00</b>    |
| <i>021 Virement complémentaire</i>   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                   |
| <b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>  | <b>4 621 000,00</b>    | <b>4 473 000,00</b>    | <b>4 255 000,00</b>    |
| <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>  | <b>7 336 000,00</b>    | <b>6 516 000,00</b>    | <b>6 105 000,00</b>    |
| <b>1068 Excédent de fonctionnement capitalisé</b>                                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                   |
| <b>001 Solde d'exécution investissement reporté</b>                                | <b>541 000,00</b>      | 0,00                   | 0,00                   |
| <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT (sauf cessions actif)</b>                       | <b>7 877 000,00</b>    | <b>6 516 000,00</b>    | <b>6 105 000,00</b>    |
| <i>Pour mémoire, Dépenses d'investissement</i>                                     | 7 877 000,00           | 6 516 000,00           | 6 105 000,00           |
| <i>Equilibre</i>   | <b>0</b>               | <b>0</b>               | <b>0</b>               |

**Projections de l'évolution de la contribution  
du Département,  
selon le contexte et le périmètre du S.D.I.S. 71 connus à ce jour :**

